



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Lattes - Secteur de Boirargues - Conservation du produit de la taxe d'aménagement majorée par Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'aménagement du secteur de Boirargues sur la commune de Lattes, situé entre l'avenue Georges Frêche et l'avenue des Platanes, est compris dans la concession d'aménagement de l'opération « *Ode à la mer* ». Cette concession a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016) par Montpellier Agglomération en 2011 (devenue Montpellier Méditerranée Métropole en 2015).

Ce secteur, occupé principalement par de l'activité économique, est en mutation urbaine et constitue un territoire à forts enjeux pour la Commune et la Métropole, notamment du fait de sa localisation le long de la troisième ligne de tramway.

La mutation de ce secteur engendre des équipements publics à réaliser qui sont essentiellement des aménagements de voirie (chaussée, réseaux divers – hors assainissement, aménagements paysagers) :

- de la façade le long de l'avenue Georges Frêche ;
- de l'avenue des Platanes à hauteur des ilots concernés par les futurs programmes de construction ;
- d'une liaison entre l'avenue des Platanes et l'avenue Georges Frêche.

Le coût des équipements publics à réaliser a été estimé à 5 142 000 €, dont une part est imputable aux futures constructions.

Au regard du programme des équipements publics rendus nécessaires par l'organisation de l'urbanisation de ce secteur et au regard du programme prévisionnel de construction, il a été proposé l'instauration d'un taux majoré de la Taxe d'Aménagement venant se substituer au taux général de 5 %.

Il a été estimé que ce taux majoré pourrait générer une recette fiscale d'environ 4 052 000 €.

Par délibération du conseil municipal le 21 novembre 2013, une taxe d'aménagement à taux majoré de 14 % a ainsi été instaurée.

A la suite du transfert de compétences lié à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, une délibération du Conseil de Métropole du 12 novembre 2015 a, d'une part, fixé le taux de taxe d'aménagement à 5 % sur l'ensemble du territoire métropolitain et, d'autre part, maintenu le taux de taxe d'aménagement majorée à 14 % sur le secteur de Boirargues.

Conformément à l'article L. 331-2 du Code de l'urbanisme, une délibération du Conseil de Métropole a défini les conditions de reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole à ses communes membres en fonction de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Compte-tenu du fait que les équipements à financer par la taxe d'aménagement majorée sur le secteur de Boirargues sont des équipements relevant des compétences métropolitaines, il convient de ne pas comptabiliser le montant du produit issu de la taxe d'aménagement majorée au calcul de l'enveloppe destinée au reversement de la taxe d'aménagement à la Commune de Lattes.

Le reversement du montant perçu par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M, concessionnaire et à ce titre maître d'ouvrage des travaux d'équipement à réaliser, sera traité dans le cadre du traité de concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la non prise en compte du produit issu de la taxe d'aménagement majorée sur le secteur de Boirargues dans le calcul du montant de la taxe d'aménagement à reverser à la commune de Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.